

## Rapport

du

Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale

sur

le recours de Joseph Chapuis, soldat au 108<sup>e</sup> bataillon de fusiliers, 1<sup>re</sup> compagnie, contre une peine disciplinaire.

(Du 30 décembre 1904.)

---

Monsieur le président et Messieurs,

Joseph Chapuis, soldat au 108<sup>e</sup> bataillon de fusiliers, 1<sup>re</sup> compagnie, horloger, domicilié autrefois à Bonfol et actuellement à Courtavon (Alsace), a été puni de 6 jours d'arrêts par la direction militaire du canton de Berne pour avoir manqué cette année le cours de répétition de son unité (du 13 au 20 mai). En outre, sur l'ordre de ladite autorité, le requérant a dû se présenter le 20 mai au cours de répétition des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> compagnies du même bataillon pour remplacer le service manqué. Chapuis a recouru contre sa peine, d'abord au Conseil-exécutif du canton de Berne, puis, après que cette autorité se fut déclarée incompétente, au Conseil fédéral, le 2 septembre. Il fait valoir en faveur de sa requête que ce n'est pas par mauvaise volonté qu'il a manqué son service, mais parce qu'il avait alors à exécuter pour un fabricant une grosse commande, qui ne souffrait aucun retard. Père sans fortune de dix enfants mineurs, il n'avait pas pu refuser le profit qui lui était offert, d'autant moins que sans cela le tra-

vail manquait. En outre, sa peine de 6 jours d'arrêts était absolument injuste, puisque d'autres militaires ayant manqué le même cours de répétition, mais ne s'étant présentés ni le 20 mai ni à un service subséquent, n'avaient été punis que de cinq jours d'arrêts.

La direction militaire du canton de Berne répond à cela que Chapuis, au lieu d'entrer au service le 13 mai, a demandé par lettre, quelques jours plus tard, le 16 mai, à être dispensé du service, parce qu'il lui était impossible d'abandonner son travail à ce moment-là. Dans sa demande, l'intéressé n'a pas justifié autrement son absence du cours de répétition et celle-ci a été écartée comme insuffisamment fondée. La direction militaire a fait en outre remarquer qu'elle a en effet coutume de punir de cinq jours d'arrêts les soldats de landwehr qui ont manqué sans excuse un service, pourvu qu'ils ne l'aient pas fait intentionnellement, mais en l'absence d'informations suffisantes, c'est-à-dire par négligence. En revanche, Chapuis, le sachant et le voulant, n'a donné aucune suite à une publication qu'il connaissait; il mérite donc d'être puni plus sévèrement. Du reste, d'autres hommes du 108<sup>e</sup> bataillon ont été traités de la même manière; il ne peut donc être question d'injustice à l'égard du recourant.

Le Département militaire fédéral, qui décide en dernier ressort en matière de peines disciplinaires, a examiné d'abord le recours et l'a écarté comme non fondé. Par requête du 30 novembre, Chapuis porte cette décision devant l'Assemblée fédérale, en demandant à être libéré de la peine qui lui a été infligée. Les motifs qu'il invoque dans son recours sont en substance les mêmes que ceux de la requête précédente.

Le Conseil fédéral même n'a, il est vrai, pas statué; il renonce pour son compte à prendre une décision qui ne pourrait, ainsi qu'on le verra ci-dessous, que prononcer le rejet du recours soit pour la forme soit pour le fond.

Quant à la forme, il y a lieu de considérer en effet que le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale ont constamment eu pour pratique de déclarer leur incompétence quand il s'agissait de revoir des décisions du Département militaire fédéral en matière de peines disciplinaires. Ainsi, pour donner un exemple, le Conseil fédéral, puis les Chambres fédérales (arrêté des 15 et 21 décembre 1900), ne sont pas entrés en matière, pour incompétence, sur le recours présenté par le canonnier H. Baud contre sa peine. La présente requête devrait être écartée pour des motifs de forme non seulement en tant que recours, mais aussi en tant que simple demande de rémission de peine. A teneur de l'art. 214 de l'organisation judiciaire et procédure pénale pour l'armée fédérale, la grâce ne peut

intervenir qu'à l'égard d'un jugement d'un tribunal militaire et nous ne nous trouvons pas, dans l'espèce, en présence d'un jugement. Nous nous permettons ici encore de renvoyer à l'affaire Baud (message du Conseil fédéral du 11 décembre 1900; *F. féd.* 1900, IV. 1050).

Quant au fond de la question, nous nous en tenons sans réserve au point de vue adopté déjà par l'instance cantonale et ensuite par notre Département militaire. Comme soldat, Chapuis devait savoir qu'il ne lui était pas permis de se soustraire à son service sans permission expresse. En le faisant, il s'est rendu coupable d'une violation de ses devoirs de service dans le sens des articles 97, 2<sup>e</sup> alinéa, 70 et 166, chiffre 5 (spécialement), du code pénal militaire. Mentionnons encore en terminant que notre Département militaire, considérant que, suivant les principes posés dans le règlement de service, le recours ne peut pas avoir d'effet suspensif, a invité la direction militaire bernoise à faire exécuter la peine infligée à Chapuis.

Nous avons donc l'honneur de vous proposer de ne pas entrer en matière, pour cause d'incompétence, sur le recours de J. Chapuis et subsidiairement de l'écarter comme non fondé.

Agréez, Monsieur le président et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 30 décembre 1904.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

*Le président de la Confédération,*

COMTESSE.

*Le chancelier de la Confédération,*

RINGIER.



**Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur le recours de Joseph Chapuis, soldat au 108e bataillon de fusiliers, Ire compagnie, contre une peine disciplinaire. (Du 30 décembre 1904.)**

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1905
Année	
Anno	
Band	1
Volume	
Volume	
Heft	02
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	11.01.1905
Date	
Data	
Seite	26-28
Page	
Pagina	
Ref. No	10 076 180

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les. Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.